

PANORAMA DU MARCHÉ
DE LA GESTION
POUR COMPTE DE TIERS

Mars 2021

Croissance des encours et flux positifs dans un contexte anxigène de pandémie mondiale

(Données de l'exercice 2020)

- Malgré un contexte de pandémie mondiale qui a provoqué une baisse d'une ampleur exceptionnelle sur les marchés en mars 2020, l'orientation des performances est globalement positive pour toutes les classes d'actifs sur l'ensemble de l'année. Les encours globaux sous gestion en France (mandats et OPC) sont en progression annuelle de + 3,5 % et s'établissent à près de 4 355 mds €. Sur une période plus longue, soit depuis la crise de 2008, le taux de croissance annualisé des encours gérés ressort au niveau élevé de + 4,7 %.
- L'encours des OPC de droit français atteint 2 067 mds € en hausse de + 5,1 % en 2020 (après + 8,0 % en 2019). Plus en détail, l'encours des OPCVM (UCITS) s'élève à 884 mds € (+ 7,5 % en 2020 contre + 5,0 % en 2019), et celui des FIA (Fonds d'investissement alternatifs au sens de la directive AIFM) à 1 183 mds € (+ 3,4 % en 2020 contre + 10,2 % en 2019).
- Les souscriptions nettes cumulées en 2020 des quatre grandes catégories d'OPC (monétaires, obligataires, diversifiés et actions) sont positives de + 73 mds €, après deux années de sorties nettes en 2019 et 2018. L'orientation prudente de la demande se caractérise par des souscriptions nettes records pour les OPC monétaires (+ 80 mds € après des sorties de près de - 12 mds € en 2019). Les catégories obligataires et actions ont connu, dans une moindre mesure, des flux positifs de respectivement + 1,2 et + 3,5 mds €.
- Le nombre de sociétés de gestion de portefeuille a de nouveau bondi à 680 SGP à fin 2020, du fait d'un nombre important de créations de 43 SGP (après 45 SGP en 2019). Outre un effet Brexit, cette évolution positive s'explique par une dynamique de créations de structures orientées en gestion d'actifs non-cotés (immobilier, capital investissement...). En parallèle, afin de faire face à la concurrence et à la baisse des marges, on observe aussi depuis quelques années un mouvement de consolidation et de rapprochement de SGP entrepreneuriales ou des filiales de groupe financier.
- En termes de gestion financière (fonds et mandats), les SGP françaises occupent la première place européenne continentale. La part de marché de la gestion française est estimée à 28 % en Europe (hors UK). En termes de domiciliation des fonds, la France occupe la deuxième place en Europe (y compris UK) pour les fonds FIA (16,6 % de parts de marché), et la quatrième place pour les OPCVM (7,6 %).
- Au niveau européen, l'encours des fonds dépasse les 18 800 mds € à fin 2020, en progression de + 5,7 % sur un an (contre + 17,1 % en 2019). La collecte nette s'élève à un niveau élevé de + 622 mds € en 2020 contre une moyenne annuelle de + 587 mds € sur la période 2015-2019. L'encours des OPC de droit étranger gérés en France par près de 140 SGP continue de progresser en 2020 et dépasse désormais les 600 mds €. Cet encours a quadruplé depuis la crise de 2008.

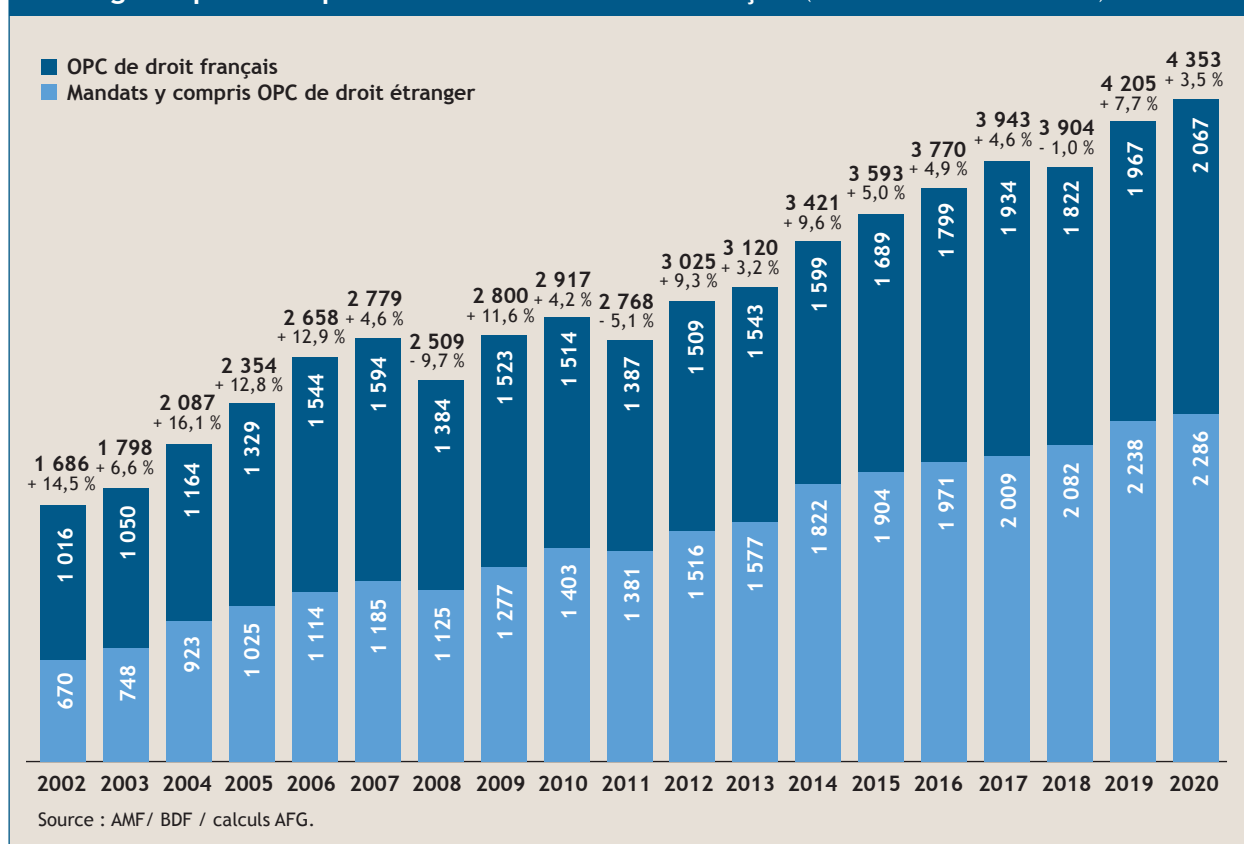
Une activité au cœur des flux financiers entre investisseurs et émetteurs

Dans un contexte de crise inédit, le surcroît d'endettement des acteurs publics et privés, inévitable, a été efficace à court terme. Mais pour relever les défis de demain, il est désormais nécessaire de mobiliser davantage l'épargne des particuliers et des investisseurs institutionnels vers le renforcement des fonds propres des entreprises. Pour relever les défis de demain et soutenir la reprise de la croissance, les gestionnaires d'actifs ont un rôle majeur à jouer dans le développement et la diffusion de solutions d'épargne diversifiées favorisant la construction de patrimoines mieux rémunérés sur le long terme. L'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs politiques d'investissement et d'engagement actionnarial s'inscrit véritablement dans la relance d'une économie plus durable¹. Du côté des pouvoirs publics français et européens, la confiance des citoyens nécessaire à la réussite de la réorientation de l'épargne demande aussi de lever les freins au développement

et à la diffusion des produits d'épargne longue et d'amplifier les incitations récentes en faveur de l'épargne longue/en actions².

La gestion française représente aujourd'hui plus du quart du marché en Europe continentale. Ses encours globaux sous gestion (mandats et OPC) sont en progression de + 3,5 % sur l'année 2020 et s'établissent à 4 355 mds €. Malgré un contexte de pandémie mondiale qui a provoqué une baisse d'une ampleur exceptionnelle sur les marchés en mars 2020, l'orientation des performances est globalement positive pour toutes les classes d'actifs sur l'ensemble de l'année. Les souscriptions nettes cumulées en 2020 des quatre grandes catégories d'OPC (monétaires, obligataires, diversifiés et actions) sont positives de + 73 mds €, après deux années de sorties nettes en 2019 et 2018. Les actifs réels non cotés (immobilier, capital investissement, infrastructures, dette privée...) attirent aussi des investisseurs en recherche de rendements et de diversification.

Actifs gérés pour compte de tiers sur le marché français (montants en milliards d'euros)



1) "Appréhender le risque climatique - Analyse de trois sociétés de gestion membres de la Chaire Finance Durable et Investissement Responsable", T. Valli, Revue d'Économie Financière n° 138.

2) "La gestion d'actifs, mobilisation de l'épargne face à la crise de la Covid-19", P. Bollon & T. Valli, numéro spécial 139/140 de la Revue d'Économie Financière et de la Revue Risques.

Plus en détail, **les encours des mandats nets**, gérés au profit de clients privés qui souhaitent un service personnalisé souvent dans une logique patrimoniale ou de clients institutionnels qui délèguent une partie de la gestion de leurs placements financiers, seraient **en progression à 1 680 mds €**. La **gestion financière en France d'OPC de droit étranger** dépasse quant à elle les **600 mds €**, soit un quadruplement des encours depuis la crise de 2008. Le renforcement de la distribution pour des clients non-résidents par un nombre de plus en plus conséquent de sociétés de gestion filiales d'un groupe ou entrepreneuriales

sont à l'origine de cette tendance. Au total, **environ 600 mds €** seraient **gérés en France sous forme de fonds (de droit français ou étrangers) ou de mandats pour des clients non-résidents**.

L'encours des OPC de droit français est en hausse en 2020 de + 5,1 % (+ 8,0 % en 2019) et atteint désormais **2 067 mds €**. Parmi ces fonds, l'actif net des OPCVM (UCITS) s'élève à **884 mds €** (+ 7,5 % sur un an), et celui des FIA à **1 183 mds €** (+ 3,4 % sur un an). Depuis 2011, le taux de croissance annualisé des OPC français est de + 4,5 %.

Évolution des encours des organismes de placement collectif (OPC) domiciliés en France

Type de fonds	Actifs nets à fin 2020 (mds €)			Variation 2020		Variation 2011- 2020	
	OPCVM	FIA	Total	en mds euros	en %	en mds euros	TCAM*
Actions	229,9	111,7	341,6	11,8	3,6 %	116,0	4,7 %
Diversifiés	152,3	189,8	342,1	- 3,8	- 1,1 %	105,7	4,2 %
A formule	1,3	15,7	17,0	- 2,3	- 11,9 %	- 36,7	- 12,0 %
Obligations	129,3	160,6	289,9	5,0	1,8 %	101,4	4,9 %
Monétaires	371,5	20,9	392,4	78,8	25,1 %	44,8	1,4 %
Sous-total	884,3	498,7	1 383,0	89,5	6,9 %	331,2	3,1 %
Autres**	0,0	684,0	684,0	10,7	1,6 %	348,3	8,2 %
Total	884,3	1 182,7	2 067,0	100,2	5,1 %	679,5	4,5 %
Total hors Mon.	512,8	1 161,8	1 674,6	21,4	1,3 %	634,7	5,4 %

* Taux de croissance annuel moyen.

** Estimations AFG à fin 2020 pour la catégorie "Autres" : OT, Fds de fds alternatifs, FCPE, FCPR/FPCI , OPCI, SCPI.

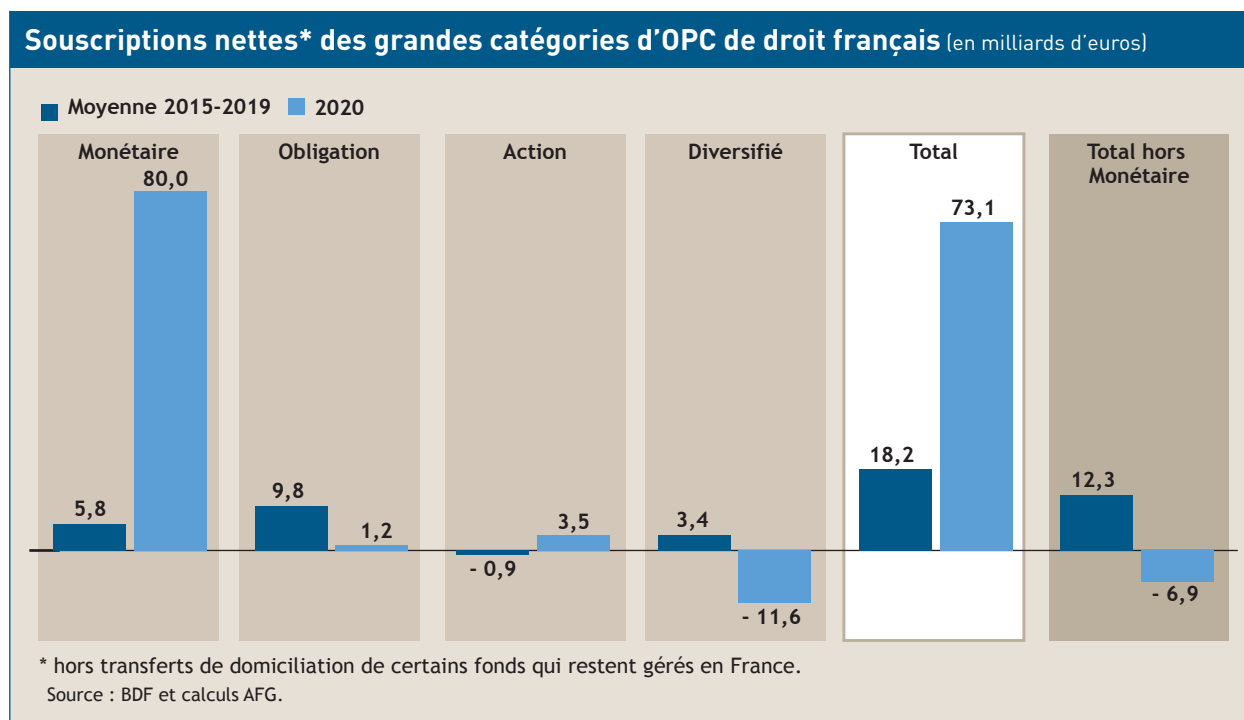
Source : AMF, BDF, IEIF.

Malgré la baisse d'une ampleur exceptionnelle des marchés en mars 2020, l'encours des **OPC actions** s'est apprécié en 2020 (+ 3,6 %, contre + 13,2 % en 2019), bénéficiant aussi de flux nets positifs. L'encours des **fonds diversifiés** est en baisse cette année (- 1,1 % contre + 9,3 % en 2019), impacté par des sorties nettes importantes de près de - 12 mds €. L'encours des **fonds obligataires** finit l'année en hausse de + 1,8 % (après + 5,6 % en 2019), soutenu par des flux nets finalement positifs. Au plus fort de la crise, de mars à mai 2020, les OPC obligataires avaient connu des sorties nettes cumulées de près de - 15 mds €. Les **fonds monétaires** connaissent une année exceptionnelle en termes de collecte et d'évolution des encours en hausse de + 25,1 % (contre une baisse de - 3,9 % en 2019).

Parmi les fonds constituant la catégorie "Autres", dans un environnement de taux bas, les **fonds de capital investissement, infrastructures et de gestion immobilière** restent très attractifs tant pour les investisseurs particuliers que pour les institutionnels. L'encours des fonds immobiliers ouverts aux investisseurs particuliers³ (SCPI et OPCI grand public) atteint 91,4 mds €, soit + 9,2 % en 2020, pour une collecte nette de + 8,0 mds € (après + 11,4 mds € en 2019). L'encours des **fonds d'épargne salariale** s'établit à 147 mds €, dont plus de 22,5 mds € pour les encours des PER/PERCO (+ 12,5 % en 2020), bénéficiant à un nombre croissant de salariés couverts par ce type de dispositifs (PEE et PERCO). Pour ces fonds d'épargne salariale, la collecte nette ressort en 2020 à + 4,6 mds €, dont + 2,0 mds € pour les fonds logés dans les PER/PERCO.

3) Source : IEIF

Les souscriptions nettes des quatre grandes catégories d'OPC français sont globalement positives à +73 mds €.



Le nombre d'OPC domiciliés en France progresse légèrement en 2020. Le nombre d'OPCVM, en diminution, s'établit à 3 012 fonds, et le nombre de FIA, en augmentation, approche les 7 800 fonds. Pour certaines catégories d'OPC, le nombre de fonds baisse continuellement depuis plusieurs années et

ce particulièrement pour les OPC monétaires, les fonds à formule et les OPC actions (respectivement - 81 %, - 70 % et - 26 % du nombre de fonds de leur catégorie depuis fin 2008) conséquence de l'évolution des taux et des réorganisations des gammes de fonds.

La France, une place attractive pour l'activité de gestion pour compte de tiers

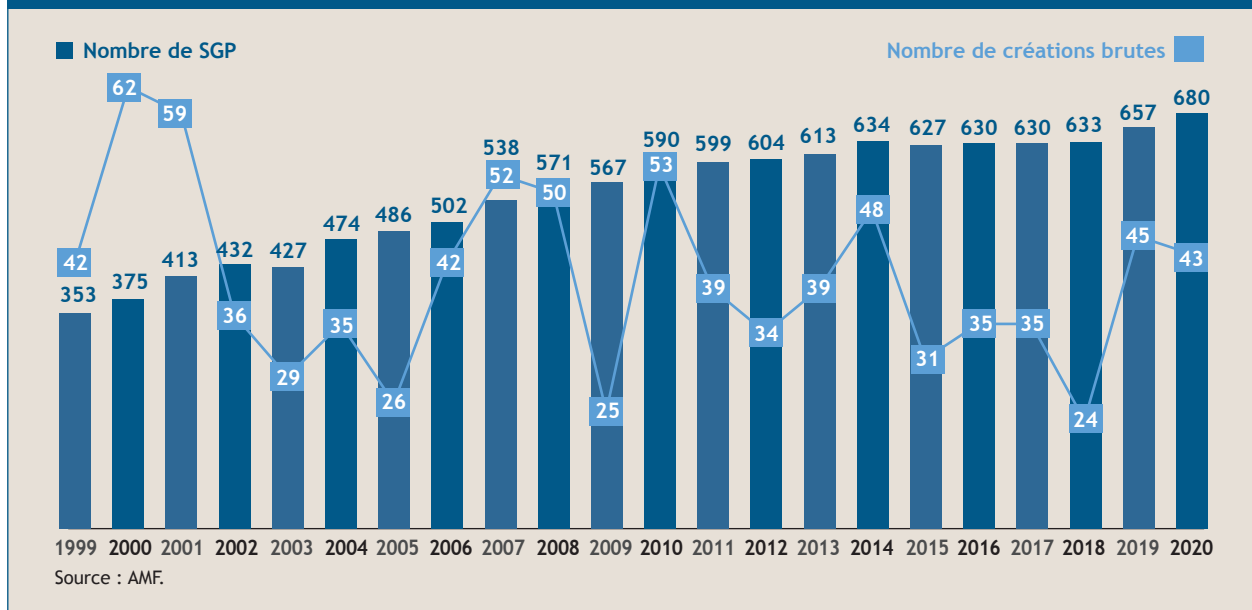
En 2020, le nombre de sociétés de gestion de portefeuille a bondi à 680 SGP, du fait d'un nombre important de créations de 43 SGP (après 45 SGP en 2019). Outre un effet Brexit, cette évolution positive s'explique par une dynamique de créations de structures orientées en gestion d'actifs non-cotés (immobilier, capital investissement...).

En parallèle, afin de faire face à la concurrence et à la baisse des marges, on observe aussi depuis quelques années un mouvement de consolidation et de rapprochement de SGP entrepreneuriales ou de filiales de groupe financier. Le marché français se distingue par un tissu entrepreneurial parmi les plus

importants en Europe, qui représente, en nombre et en création, les deux tiers des acteurs et le tiers des équipes de gestion.

Il compte également un nombre conséquent de sociétés généralistes et/ou spécialistes de taille importante (89 SGP gèrent entre 1 et 5 mds €, 54 SGP gèrent entre 5 et 50 mds € et 16 SGP plus de 50 mds €), quatre groupes français figurant parmi les vingt-cinq premiers groupes de gestion au niveau mondial. L'innovation et la qualité de leur gestion sont reconnues au niveau international, que ce soit via des mandats, des fonds de droit français ou des fonds domiciliés à l'étranger.

Évolution de la population des SGP en France (en unités)

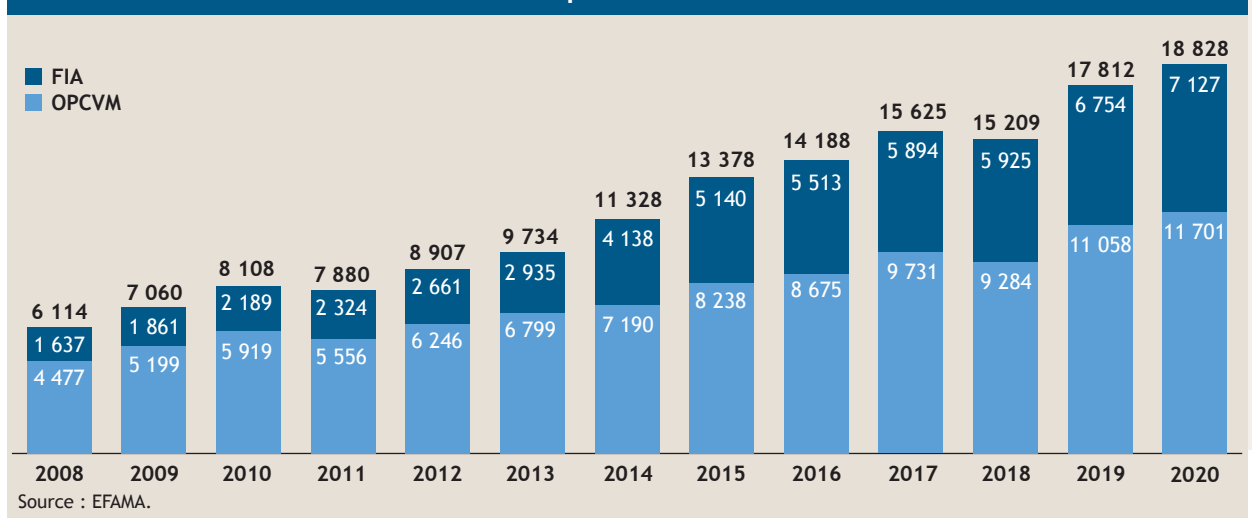


La France conforte sa place d'acteur majeur de la gestion en Europe

À fin 2020, l'encours des fonds domiciliés en Europe approche les 18 830 mds € (en hausse de + 5,7 % sur un an). Cet encours a plus que triplé depuis la crise de 2008. En distinguant les fonds

d'investissement selon leurs catégories juridiques, l'encours des OPCVM s'élève à 11 701 mds €, en hausse de + 5,8 % en 2020. L'encours des FIA atteint 7 127 mds €, en hausse de + 5,5 % sur un an.

Évolution de l'encours des OPC en Europe

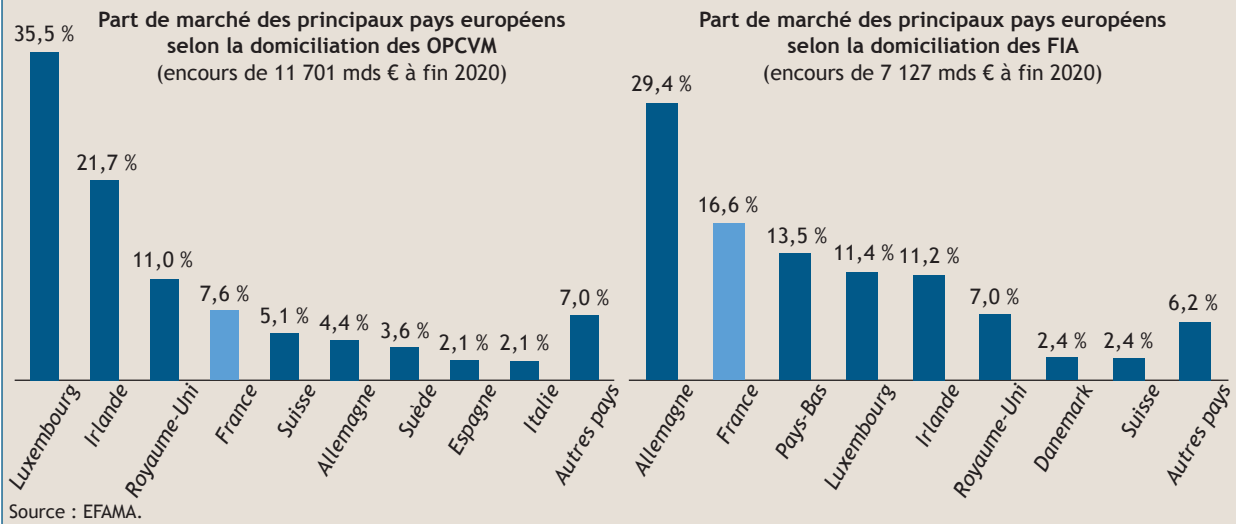


Si l'on considère les places où la gestion financière des fonds d'investissement est effectivement réalisée, la France occupe la deuxième place⁴, avec une part de marché de 18 %, derrière le Royaume-

Uni (27%) et devant l'Allemagne (15%). **En incluant la gestion sous mandat, la gestion française occupe également la première place européenne continentale et représente 28 % du marché.**

⁴ Source : "Asset Management in Europe", November 2020, EFAMA.

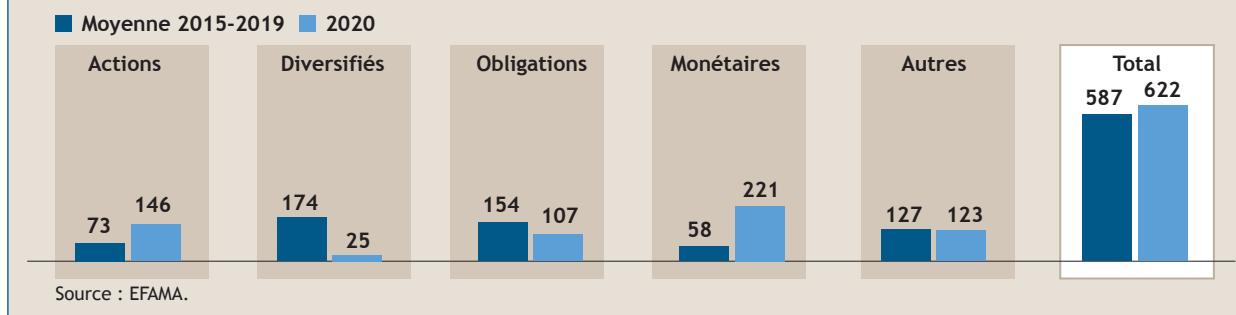
Parts de marché des principaux pays européens (en pourcentage)



En termes de domiciliation d'OPC, la part de marché des fonds français est de 16,6 % pour les fonds FIA, 2nde place en Europe derrière l'Allemagne, et devant les Pays-Bas. Les 5 premiers pays concentrent 82 % du marché des fonds FIA en Europe. Concernant la domiciliation des fonds OPCVM, la France occupe

la 4^e place en Europe avec 7,6 % de parts de marché, derrière le Luxembourg et l'Irlande - centres *off shore* dont les activités sont centrées sur la domiciliation et l'administration de fonds - ainsi que le Royaume-Uni. Ensemble, les 5 premiers pays représentent 81 % du marché des OPCVM en Europe.

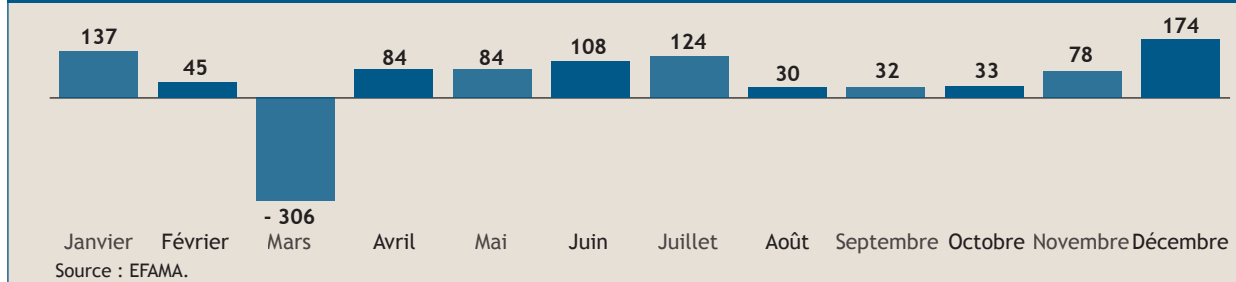
Collecte nette des fonds domiciliés en Europe, au global +622 mds € en 2020 (en milliards d'euros)



La collecte nette s'élève à un niveau élevé de + 622 mds € en 2020, contre une moyenne annuelle de + 587 mds € sur la période 2015-2019. En Europe aussi, la collecte des fonds monétaires a connu une année record + 221 mds € (contre + 63 mds € en 2019). Les fonds actions, quant à eux, terminent l'année avec + 122 mds € collectés sur les seuls mois de novembre et décembre, pour afficher + 146 mds € de collecte nette positive sur l'ensemble de l'année (contre - 30 mds € en 2019).

Malgré des sorties massives en mars 2020 de - 306 mds € dont la moitié pour les seuls OPC obligataires, le niveau de collecte est resté soutenu tout au long de l'année pour les OPC domiciliés en Europe. Avec un total de + 622 mds €, 2020 est la troisième meilleure année de collecte sur les six dernières années, après + 948 mds € en 2017 et + 737 mds € en 2015.

Collecte nette des fonds domiciliés en Europe, au global +622 mds € en 2020 (en milliards d'euros)



L'Association Française de la Gestion financière (AFG)
représente et promeut les intérêts des professionnels de la gestion
pour compte de tiers. Elle réunit tous les acteurs du métier
de la gestion d'actifs, qu'elle soit individualisée (mandats) ou collective.
Ces derniers gèrent plus de 4 000 milliards d'euros d'actifs,
soit un quart du marché de la gestion d'Europe continentale.

Publication réalisée par le service Études Économiques de l'AFG
Thomas Valli, Directeur des Études Économiques | T : +33 (0)1 44 94 94 03 | t.valli@afg.asso.fr
Juba Ihaddaden, Économiste | T : +33 (0)1 44 94 94 04 | j.ihaddaden@afg.asso.fr